

REPUBLIQUE ET



CANTON DE GENEVE

POUVOIR JUDICIAIRE

A/1678/2017-CS

DCSO/481/17

**DECISION**

**DE LA COUR DE JUSTICE**

**Chambre de surveillance**  
des Offices des poursuites et faillites

**DU JEUDI 21 SEPTEMBRE 2017**

Plainte 17 LP (A/1678/2017-CS) formée en date du 8 mai 2017 par A\_\_\_\_\_ SA,  
élisant domicile en l'étude de Me Dan BALLY, avocat.

\* \* \* \* \*

Décision communiquée par courrier A à l'Office concerné et  
par pli recommandé du greffier du **25 septembre 2017**  
à :

- **A\_\_\_\_\_ SA**  
c/o Me Dan BALLY, avocat  
Rue J.-J. Cart 8  
Case postale 221  
1001 Lausanne.
  - **Office des poursuites.**
-

### **EN FAIT**

- A.** **a.** Le 9 septembre 2016, A\_\_\_\_\_ SA a adressé à l'Office des poursuites (ci-après : l'Office) une réquisition de poursuite dirigée contre B\_\_\_\_\_ pour les montants de 12'450 fr. plus intérêts et de 1'485 fr.
- b.** Par lettres des 23 décembre 2016, 12 janvier 2017, 7 février 2017, 6 mars 2017 et 6 avril 2017, la poursuivante s'est enquis auprès de l'Office de l'avancement de la procédure de notification, sans recevoir de réponse.
- B.** **a.** Par acte adressé le 8 mai 2017 à la Chambre de surveillance, A\_\_\_\_\_ SA a formé une plainte au sens de l'art. 17 LP pour retard injustifié de la part de l'Office, concluant à ce qu'il soit ordonné à ce dernier d'établir un commandement de payer conforme à la réquisition de poursuite du 9 septembre 2016.
- b.** Dans ses observations datées du 6 juin 2017, l'Office a indiqué que la plainte était devenue sans objet, une décision de non-lieu de notification ayant été communiquée le 22 mai 2017 à la poursuivante en raison du départ de la débitrice, en date du 22 février 2017, pour un "*lieu étranger*".
- c.** La cause a été gardée à juger le 7 juin 2017, ce dont les parties ont été informées par avis du même jour.

### **EN DROIT**

- 1.** **1.1** La voie de la plainte au sens de l'art. 17 LP est ouverte contre les mesures de l'Office ne pouvant être contestées par la voie judiciaire (al. 1), ainsi qu'en cas de déni de justice ou de retard à statuer (al. 3). La plainte doit être déposée, sous forme écrite et motivée (art. 9 al. 1 et 2 LaLP; art. 65 al. 1 et 2 LPA, applicable par renvoi de l'art. 9 al. 4 LaLP), dans les dix jours de celui où le plaignant a eu connaissance de la mesure (art. 17 al. 2 LP). Elle peut également être déposée en tout temps en cas de retard à statuer et de déni de justice (art. 17 al. 3 LP).
- 1.2** La plainte respecte en l'occurrence les exigences de forme prévues par la loi. Reprochant à l'Office un retard non justifié, elle pouvait par ailleurs être déposée en tout temps.
- 2.** **2.1** Il y a retard non justifié, au sens de l'art. 17 al. 3 LP, lorsqu'un organe de l'exécution forcée n'accomplit pas un acte qui lui incombe – d'office ou à la suite d'une requête régulière – dans le délai prévu par la loi ou dans un délai raisonnable compte tenu de l'ensemble des circonstances (COMETTA/MÖCKLI, in BAK SchKG I, 2ème édition, 2010, n° 31-32 ad art. 17 LP; DIETH/WOHL, in KUKO SchKG, 2ème édition, 2014, n° 32 ad art. 17 LP; ERARD, in CR LP, 2005, n° 55 ad art. 17 LP).

**2.2** A réception d'une réquisition de poursuite, l'Office vérifie que celle-ci est conforme aux prescriptions de l'art. 67 al. 1 et 2 LP ainsi que, sur la base des indications données par le créancier et de ses propres vérifications, sa compétence à raison du lieu. Si la réquisition de poursuite répond aux exigences de l'art. 67 al. 1 et 2 LP et n'est pas nulle pour un autre motif, l'Office rédige (art. 69 al. 1 LP) et notifie (art. 71 al. 1 LP) sans attendre le commandement de payer. Ces dispositions constituent des prescriptions d'ordre imposant à l'Office d'agir sans délai, "aussi vite que possible"; leur éventuelle violation est toutefois sans effet sur la validité du commandement de payer (GILLIERON, Commentaire LP, n° 14 ad art. 71 LP; MALACRIDA/ROESLER, in KUKO SchKG, n° 3 ad art. 71 LP).

**2.3** Dans le cas d'espèce, l'Office ne donne aucune explication sur les démarches effectuées à la suite de la réception de la réquisition de poursuite formée le 9 septembre 2016 par la plaignante, en particulier sur la date d'établissement du commandement de payer et les efforts déployés en vue de sa notification. Dans la mesure où le délai de huit mois écoulé entre le dépôt de la réquisition de poursuite et la communication à la poursuivante d'une décision de non-lieu de notification viole manifestement les exigences de célérité et de diligence incombant à l'Office en vertu des art. 69 al. 1 et 71 al. 1 LP, un retard injustifié de la part de ce dernier doit être constaté.

L'Office ayant cependant donné suite dans l'intervalle à la réquisition de poursuite – par la communication d'une décision de non-lieu de notification – la plainte est devenue sans objet.

- 3.** La procédure de plainte est gratuite (art. 20a al. 2 ch. 5 LP et art. 61 al. 2 let. a OELP) et il ne peut être alloué aucuns dépens dans cette procédure (art. 62 al. 2 OELP).

\* \* \* \* \*

**PAR CES MOTIFS,**  
**La Chambre de surveillance :**

**A la forme :**

Déclare recevable la plainte formée le 8 mai 2017 par A\_\_\_\_\_ SA pour retard injustifié de la part de l'Office des poursuites dans la poursuite n° 16 xxxx40 S.

**Au fond :**

Constate que la plainte est devenue sans objet.

Raye la cause du rôle.

**Siégeant :**

Monsieur Patrick CHENAUX, président; Messieurs Michel BERTSCHY et Claude MARCET, juges assesseurs; Madame Véronique PISCETTA, greffière.

Le président :

Patrick CHENAUX

La greffière :

Véronique PISCETTA

**Voie de recours :**

*Le recours en matière civile au sens de l'art. 72 al. 2 let. a de la loi sur le Tribunal fédéral du 17 juin 2005 (LTF; RS 173.110) est ouvert contre les décisions prises par la Chambre de surveillance des Offices des poursuites et des faillites, unique autorité cantonale de surveillance en matière de poursuite pour dettes et faillite (art. 126 LOJ). Il doit être déposé devant le Tribunal fédéral, 1000 Lausanne 14, dans les dix jours qui suivent la notification de l'expédition complète de la présente décision (art. 100 al. 1 et 2 let. a LTF) ou dans les cinq jours en matière de poursuite pour effets de change (art. 100 al. 3 let. a LTF). L'art. 119 al. 1 LTF prévoit que si une partie forme un recours ordinaire et un recours constitutionnel, elle doit déposer les deux recours dans un seul mémoire. Le recours doit être rédigé dans une langue officielle, indiquer les conclusions, en quoi l'acte attaqué viole le droit et les moyens de preuve, et être signé (art. 42 LTF).*

*Le recours doit être adressé au Tribunal fédéral, 1000 Lausanne 14.*